



# LE 04 NOVEMBRE 2014, LES CHEMINOTS DANS L'ACTION

**LES SALARIÉS DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES SONT TOUS CONFRONTÉS AUX MEMES POLITIQUES DE DUMPING SOCIAL ET DE CASSE DES SERVICES PUBLICS.**

**LES FÉDÉRATIONS CGT APPELLENT A UNE JOURNÉE D'ACTION UNIE ET COORDONNÉE POUR UNE AUTRE POLITIQUE NATIONALE DES TRANSPORTS PAR LA COMPLÉMENTARITÉ DES MODES.**

Les cheminots ne sont pas en dehors d'orientations visant à abaisser ce que le patronat et les dirigeants politiques nomment le « coût du travail ». Ne pouvant faire des menaces sur la délocalisation, les dirigeants d'entreprise adaptent leur stratégie sur les salariés eux-mêmes. Certains utilisent les travailleurs détachés et les autres, la compétition entre les modes et le « low-cost » à l'intérieur des mêmes modes.

A la SNCF, nous connaissons les effets de telles logiques. L'ouverture à la concurrence du Fret fut présentée comme une solution apte à revitaliser cette activité. Moins de 10 ans après, et malgré la multiplication des entreprises privées, filiales ou pas de la SNCF, le nombre de tonnes de marchandises transportées par rail a été divisé par 2. Par contre, constat est fait que l'ouverture à la concurrence a servi de prétexte à la dégradation des conditions sociales pour tous les cheminots de ce secteur.

A partir de l'équation économique du TGV, une cabale est orchestrée par la cour de comptes, qui en profite pour stigmatiser les cheminots sur la croissance de la masse salariale à la SNCF. Les vraies causes que sont l'explosion tarifaire des sillons, occasionnée par le désengagement de l'Etat sur la régénération du réseau, et la dette du ferroviaire sont totalement occultées. Le coût engendré par les réformes successives des retraites, celui de la sous-traitance et des agences d'intérim sont évacués. La politique de destruction d'emplois qui conduit à une mobilité accrue des cheminots n'est pas prise en compte dans ces calculs biaisés.

**Le low-cost ou la politique du risque.**

Pour réduire les coûts de production, la Direction de la SNCF abaisse la qualité de service due aux usagers. Fermetures de lignes, de gares, de guichets, suppressions des agents à bord des TER, création de OUIGO, ID Bus, ID TGV, ID Vroum, sont autant de décisions imposées dans le cadre d'une politique gouvernementale d'austérité et d'une réforme du système ferroviaire non financée qui prépare la libéralisation du rail et la réduction de l'offre. Le Ministre de l'Economie répond par les autocars « longues distances » pour les pauvres.

Cette politique du bas coût a un impact sur la sécurité des circulations et des personnes. Un ASCT n'est pas simplement un contrôleur. La sous-traitance et le recours à l'intérim sont des facteurs de risques induits par les pertes de professionnalisme. OUIGO et les ID ne sont pas du service public.

La CGT défend une autre politique des transports basée sur la complémentarité des modes, le développement des services publics et le respect des droits sociaux des salariés.

**La Fédération CGT appelle les cheminots à se mobiliser le 4 novembre 2014 par la grève, les manifestations et rassemblements avec l'ensemble des salariés du transport.**

**Revendiquons des emplois à statut, de vraies augmentations de salaire, le respect de nos métiers et de nos conditions de travail, pour un service public SNCF de qualité.**

